

L'ajournement

l'avant tant que les gouvernements provinciaux n'aient pas donné leur aval.

Le ministre et le ministère s'en occupent. En fait, je suis persuadée que, dès qu'il y aura accord unanime, les intentions du député à l'égard des personnes invalides seront scrupuleusement respectées.

Je tiens à féliciter les provinces pour leur esprit de collaboration. Je crois que tous, ici, avons goûté le débat sur le projet de loi C-280, il y a quelques semaines ou quelques mois, et je tiens à remercier mon collègue, le député de Don Valley-Est, d'avoir fait preuve de persévérance dans la poursuite d'une juste cause.

L'ÉCONOMIE

M. Joe Fontana (London-Est): Monsieur le Président, depuis des mois, voire des années, l'opposition s'efforce de faire comprendre au gouvernement l'importance de mettre sur pied un programme de travaux publics à frais partagés. Jusqu'à maintenant, le gouvernement s'est souvent confondu en excuses, mais a pris très peu de mesures concrètes; en fait, le 5 février dernier, le ministre des Finances a rejeté le programme de travaux publics à frais partagés proposé par le chef de notre parti dans notre plan de redressement économique d'urgence d'un an.

Je crois savoir que le ministre, comme les premiers ministres provinciaux, a au moins fait un petit bout de chemin vers l'acceptation d'un programme national de rénovation des infrastructures puisque le 25 mars, il a signé avec eux leur communiqué. Il n'y était question que des autoroutes, mais c'est quand même un début. J'espère que le gouvernement va s'ouvrir de plus en plus à l'idée des programmes nationaux à frais partagés de rénovation des infrastructures.

Le 7 avril, vingt et un députés fédéraux représentant les trois principaux partis ont rencontré des dirigeants municipaux de tout le pays. Ils se sont entendus sur la nécessité d'étudier la question et de passer à l'action. Mais ils sont allés plus loin que cela; ils ont chaudement appuyé l'idée d'un programme de travaux d'immobilisations. L'idée a rallié presque tous les premiers ministres, sinon tous, la Fédération canadienne des municipalités, tous les dirigeants municipaux du pays, de même que l'industrie, qui juge la question si importante qu'elle a formé son propre groupe de lobbying pour amener le gouvernement fédéral à développer les infrastructures municipales.

La Coalition to Renew Canada's Infrastructure regroupe des représentants de grandes sociétés canadiennes. Les syndicats ouvriers de l'ensemble du pays, dont un certain nombre ont fait part de leur appui à des députés et à des ministres fédéraux, sont également

favorables à cette initiative très prometteuse sur le plan de la création d'emplois.

Que des groupes si divers se soient mis d'accord sur la nécessité de dépenser l'argent du gouvernement en collaboration avec l'industrie est une chose qui se produit rarement dans notre pays et cela montre combien la question est grave et que le gouvernement doit intervenir rapidement pour remplir ses obligations en ce qui concerne la relance de l'économie et la création d'emplois.

Un groupe de plus de 100 économistes américains a exhorté récemment le gouvernement des États-Unis à dépenser 50 milliards de dollars en 1992 pour améliorer l'infrastructure de ce pays. Le communiqué déclarait, et je cite: «La dépense de ces fonds permettrait de stimuler l'économie. Puisque celle-ci a une main-d'oeuvre inactive et des capitaux disponibles pour faire face à des dépenses supplémentaires avec une production accrue, alors que la menace d'inflation est minimale, il convient de laisser ces dépenses accroître le déficit financé par l'emprunt et si elles étaient financées par une autre source, cela annulerait en partie ou en totalité l'impulsion nécessaire à la demande globale.»

Alors que le gouvernement du Canada ne parle que d'accroître la compétitivité de notre pays, il devrait tenir compte de la possibilité que les États-Unis dépensent des milliards de dollars pour investir dans leur infrastructure et y apporter des améliorations. Si nous voulons attirer des investissements au Canada, nous ne pouvons pas laisser les États-Unis nous dépasser en matière d'infrastructure.

L'infrastructure est non seulement importante pour l'environnement, pour la création d'emplois et pour l'économie, elle l'est également pour la compétitivité. Cela ne fait aucun doute, et l'industrie, les syndicats et les gouvernements à tous les paliers vous le diront, améliorer l'infrastructure c'est améliorer la compétitivité.

De récentes études effectuées pour le compte de la FCM révèlent que si l'on mettait un tel programme en oeuvre aujourd'hui, étant donné le faible coût des emprunts et le nombre énorme de bénéficiaires de l'assurance-chômage et du bien-être social qui pourraient y trouver du travail et commencer à payer des impôts, cela aurait une incidence minime sur le déficit.

Il est important de profiter de ce consensus national régnant chez tous les paliers de gouvernement, dans les syndicats, dans l'industrie et à la Chambre pour lancer maintenant un programme national de travaux publics au Canada.